



# Conseil économique et social

Distr. générale  
10 mai 2019  
Français  
Original : anglais

## Session de 2019

26 juillet 2018-24 juillet 2019

Point 5 de l'ordre du jour

Débat de haut niveau

## Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2019\*

### Résumé

Les perspectives de croissance mondiale se sont assombries sur fond de tensions commerciales persistantes et de fortes incertitudes politiques à l'échelle internationale. Dans les pays développés comme dans les pays en développement, les prévisions de croissance pour 2019 ont été revues à la baisse. Parallèlement au ralentissement des échanges internationaux, le climat des affaires s'est détérioré, contrariant les perspectives d'investissement. Face au tassement de l'activité économique et à la faiblesse des pressions inflationnistes, les grandes banques centrales ont assoupli leurs politiques monétaires.

Si le ralentissement de la croissance résulte en partie de facteurs temporaires, les risques de dégradation demeurent élevés. La persistance des différends commerciaux pourrait s'avérer lourde de conséquences, notamment en freinant l'investissement et en perturbant les réseaux de production. S'ils ont atténué les pressions financières à court terme, les récents changements de politique monétaire pourraient aggraver l'accumulation de la dette et ainsi accroître les risques d'instabilité financière à moyen terme. Ces risques macroéconomiques persistants sont exacerbés par l'augmentation en fréquence et en intensité des catastrophes naturelles, illustrant les effets de plus en plus sensibles des changements climatiques.

Face à ces défis protéiformes, il faut adopter des politiques plus globales et mieux ciblées afin de remédier au ralentissement actuel de la croissance et d'engager résolument l'économie mondiale sur la voie de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il convient à cette fin de prendre un ensemble de mesures monétaires, budgétaires et axées sur le développement. La mise en place coordonnée d'une politique climatique multilatérale à l'échelle mondiale, notamment la fixation d'un prix du carbone, devrait être un élément important de cette panoplie de mesures. À cet égard, le recours croissant du secteur privé au

\* Le présent document est une mise à jour du rapport publié en janvier 2019 sous le titre World Economic Situation and Prospects 2019 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.19.II.C.1).



système de prix interne du CO<sub>2</sub> témoigne que les entreprises sont prêtes, dans une certaine mesure, à s'adapter aux changements d'orientation politique escomptés.

La dégradation des perspectives de croissance dans de nombreux pays accusant déjà du retard engendre des difficultés supplémentaires sur le plan du développement durable, notamment pour ce qui est d'atteindre l'objectif consistant à éliminer la pauvreté dans le monde entier à l'horizon 2030. Les progrès futurs en matière de réduction de la pauvreté dépendront dans une large mesure de la bonne gestion du mouvement actuel d'urbanisation, particulièrement en Afrique et en Asie du Sud.

## I. Tendances macroéconomiques mondiales

### A. Vue d'ensemble

#### Les perspectives économiques mondiales à court terme s'assombrissent

1. On observe actuellement un ralentissement généralisé de la croissance économique mondiale, confortant le constat, dressé dans le rapport *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2019*, selon lequel le cycle de croissance actuel aurait atteint un pic. Parallèlement au ralentissement de la production industrielle, les échanges internationaux ont clairement marqué le pas, ce qui tient en partie aux différends commerciaux qui continuent d'opposer la Chine et les États-Unis d'Amérique. Des indicateurs montrent par ailleurs que le climat économique et la confiance des entreprises se sont détériorés dans un contexte persistant de grande incertitude politique au niveau international. Dans bon nombre de pays développés et de pays en développement, la croissance du produit intérieur brut (PIB) a été plus modérée que prévu, certains risques qui planaient sur l'activité économique s'étant concrétisés. Le ralentissement de l'activité économique et la faiblesse des pressions inflationnistes ont conduit les grandes banques centrales à modifier l'orientation de leur politique monétaire. Si l'assouplissement des conditions monétaires a permis de stabiliser quelque peu les marchés financiers et les flux de capitaux mondiaux, les tensions commerciales persistantes, l'aggravation des déséquilibres financiers et l'intensification des changements climatiques continuent d'exposer l'économie mondiale à des risques de dégradation considérables. Dans ce contexte, on s'attend désormais à un fléchissement de la croissance du produit intérieur brut mondial, qui devrait passer de 3,0 % en 2018 à 2,7 % en 2019, puis à 2,9 % en 2020, chiffres inférieurs aux prévisions figurant dans le rapport *Situation et perspectives de l'économie mondiale* publié en janvier 2019 (tableau 1).

2. Compte tenu des risques élevés de détérioration de la situation économique, nombre de pays ne disposent actuellement que d'une étroite marge de manœuvre macroéconomique pour atténuer les effets d'un choc négatif. L'environnement économique de plus en plus difficile jette une ombre sur les perspectives de réalisation des objectifs de développement durable. La croissance de PIB par habitant devrait rester faible dans une grande partie de l'Afrique, de l'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que de l'Asie de l'Ouest, ce qui complique les efforts de réduction de la pauvreté dans ces régions (fig. I). Qui plus est, des risques grandissants liés aux changements climatiques continuent de peser sur de nombreux pays en développement, ce qui compromet leurs perspectives économiques. Ces défis soulignent la nécessité urgente de renforcer le multilatéralisme et de pallier l'insuffisance actuelle du financement du développement<sup>1</sup>.

Tableau 1  
Croissance de la production mondiale (2017-2020)

	Variation annuelle en pourcentage				Variation par rapport aux prévisions du rapport <i>Situation et perspectives de l'économie mondiale 2019</i>	
	2017	2018 <sup>a</sup>	2019 <sup>b</sup>	2020 <sup>b</sup>	2019	2020
<b>Monde</b>	3,1	3,0	2,7	2,9	-0,3	-0,1
<b>Économies développées</b>	2,3	2,2	1,8	1,8	-0,3	-0,1
États-Unis d'Amérique	2,2	2,9	2,3	2,1	-0,2	0,1

<sup>1</sup> Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement, *Financing for Sustainable Development Report 2019* (publication Nations Unies, numéro de vente : E.19.I.7).

	Variation annuelle en pourcentage				Variation par rapport aux prévisions du rapport Situation et perspectives de l'économie mondiale 2019	
	2017	2018 <sup>a</sup>	2019 <sup>b</sup>	2020 <sup>b</sup>	2019	2020
Japon	1,9	0,8	0,8	1,0	-0,6	-0,2
Union européenne	2,4	1,9	1,5	1,8	-0,5	-0,3
UE-15	2,2	1,7	1,3	1,6	-0,5	-0,2
UE-13	4,7	4,3	3,6	3,4	0,0	-0,1
Zone euro	2,4	1,8	1,4	1,6	-0,5	-0,3
Autres pays développés	2,5	2,3	2,1	2,2	-0,2	0,0
<b>Pays en transition</b>	2,0	2,7	2,0	2,3	0,0	-0,3
Europe du Sud-Est	2,4	3,9	3,4	3,2	-0,3	-0,5
Communauté d'États indépendants et Géorgie	2,0	2,7	1,9	2,3	-0,1	-0,2
Fédération de Russie	1,6	2,3	1,4	2,0	0,0	-0,1
<b>Économies en développement</b>	4,4	4,3	4,1	4,5	-0,2	-0,1
Afrique	2,6	2,7	3,2	3,7	-0,2	0,0
Afrique septentrionale	3,2	2,6	3,1	4,2	-0,3	0,7
Afrique de l'Est	5,9	6,1	6,4	6,5	0,0	0,0
Afrique centrale	0,1	1,3	2,7	2,7	0,2	-1,1
Afrique de l'Ouest	2,5	3,2	3,5	3,6	0,1	-0,2
Afrique australe	0,9	0,9	1,4	2,1	-0,7	-0,5
Asie de l'Est et du Sud	6,1	5,8	5,4	5,6	-0,1	-0,1
Asie de l'Est	6,0	5,8	5,5	5,5	-0,1	0,0
Chine	6,8	6,6	6,3	6,2	0,0	0,0
Asie du Sud	6,3	5,7	5,0	5,8	-0,4	-0,1
Inde <sup>c</sup>	7,1	7,2	7,0	7,1	-0,6	-0,4
Asie de l'Ouest	2,5	2,5	1,7	2,6	-0,7	-0,8
Amérique latine et Caraïbes	1,1	0,9	1,1	2,0	-0,6	-0,3
Amérique du Sud	0,6	0,3	0,7	2,0	-0,7	-0,3
Brésil	1,1	1,1	1,7	2,3	-0,4	-0,2
Mexique et Amérique centrale	2,4	2,3	2,0	2,1	-0,5	-0,2
Caraïbes	0,0	1,9	1,9	2,5	-0,1	0,5
<b>Pays les moins avancés</b>	4,2	4,8	4,6	5,8	-0,5	0,1
<b>Pour mémoire :</b>						
Commerce mondial <sup>d</sup>	5,3	3,6	2,7	3,4	-1,0	-0,5
Croissance de la production mondiale pondérée par les parités de pouvoir d'achat (PPA)	3,7	3,6	3,3	3,6	-0,3	-0,1

Source : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

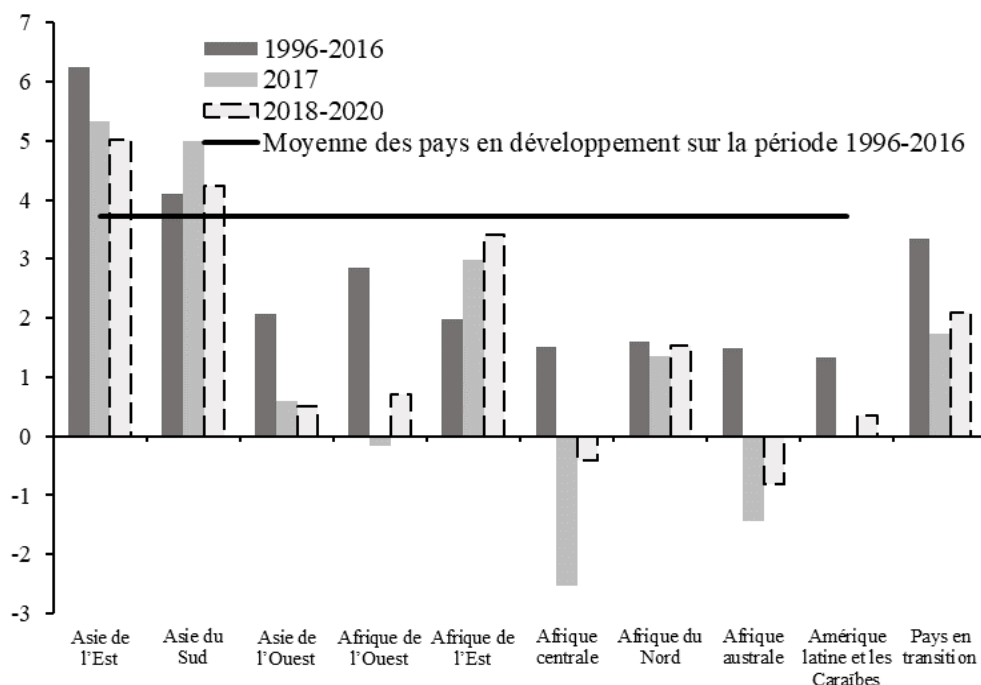
<sup>a</sup> Estimations partielles.

<sup>b</sup> Prévisions du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

<sup>c</sup> Calculé pour l'exercice.

<sup>d</sup> Comprend les biens et les services.

Figure I  
**Croissance annuelle moyenne du PIB par habitant, par région (1996-2016)**  
 (Pourcentage)



Source : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

Note : Les chiffres de 2018 sont des estimations, ceux de 2019 et 2020 des prévisions.

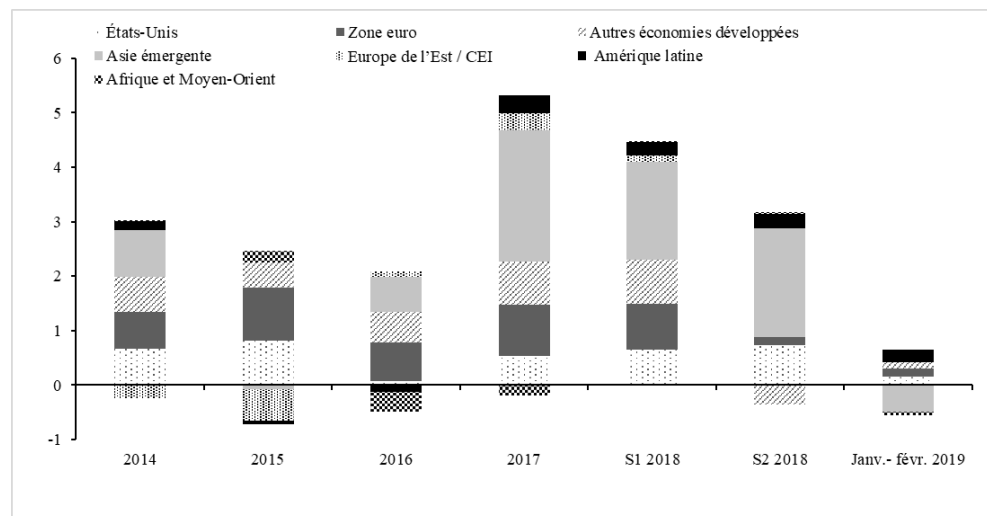
### Le ralentissement du commerce international pèse sur la croissance mondiale

3. L'affaiblissement des perspectives de croissance dans la plupart des régions s'explique par la conjonction de facteurs extérieurs et intérieurs. Sur le front extérieur, la persistance des tensions commerciales et l'augmentation des droits de douane ont nui aux résultats commerciaux de nombreux pays développés et en développement. Outre ses incidences directes sur les flux commerciaux mondiaux, la multiplication des obstacles au commerce a accentué l'incertitude, ce qui met à mal la confiance des entreprises et des consommateurs.

4. Par conséquent, le volume des échanges de marchandises à l'échelle mondiale a marqué un ralentissement plus vif que prévu, notamment fin 2018 et début 2019 (fig. II). Les données du Bureau du recensement des États-Unis montrent que le commerce bilatéral de marchandises entre la Chine et les États-Unis a diminué de plus de 15 % depuis septembre 2018, date à laquelle la deuxième série de droits de douane est entrée en vigueur. Cette baisse s'est également répercutée sur les chaînes de valeur mondiales en Asie de l'Est et chez d'autres partenaires commerciaux.

Figure II  
**Contribution à la croissance mondiale du volume des importations de marchandises, par région (2014-2019)**

(Points de pourcentage)



Abréviations : S1 = premier semestre ; S2 = second semestre.

Source : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, d'après des données du Bureau d'analyse des politiques économiques des Pays-Bas (CPB).

Note : Sans être tout à fait comparables à ceux qui sont considérés dans le rapport *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, les groupes régionaux sont représentatifs de tendances régionales.

### La volatilité des cours mondiaux des produits de base persiste

5. Aux puissants vents contraires liés au commerce s'ajoute la volatilité persistante des prix mondiaux des produits de base. Après être tombés à un bas niveau en décembre 2018, les cours du pétrole se sont redressés, le prix au comptant du baril de Brent s'étant établi à 75 dollars en avril 2019. Selon les hypothèses qui sous-tendent les prévisions économiques du rapport *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, le Brent devrait s'échanger au prix comptant moyen de 65,5 dollars en 2019 et de 65 dollars en 2020. Ces hypothèses sont toutefois sujettes à une grande incertitude. Compte tenu du ralentissement prévu de la demande mondiale de pétrole et de l'accroissement de la production de pétrole brut aux États-Unis, les cours du brut en 2019 dépendront largement de la prolongation effective de l'accord de production fixé par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Vu la situation en Lybie, en République bolivarienne du Venezuela et en République islamique d'Iran, de sérieuses perturbations de l'offre et une flambée des prix liées à des facteurs géopolitiques demeurent possibles. En ce qui concerne les autres produits de base, les cours des produits agricoles devraient dans l'ensemble rester bas à brève échéance. On ne peut néanmoins exclure la possibilité d'envolées localisées des prix des denrées alimentaires dans certaines parties de l'Afrique et de l'Asie de l'Ouest par suite de chocs et de conflits liés au climat.

### Des facteurs intérieurs amplifient les vents contraires extérieurs qui freinent la croissance

6. Les projections de croissance pour 2019 ont été révisées à la baisse dans toutes les grandes économies développées. Aux États-Unis, la dynamique de croissance

devrait faiblir à mesure que la dissipation des effets de relance dus aux mesures budgétaires accentuera les vents contraires de la politique commerciale. En Europe, si les effets des perturbations de la production automobile devraient s'estomper, l'érosion de la confiance, la baisse de la demande extérieure et la persistance des incertitudes provoquées par le Brexit mettront un frein à l'activité économique. Au Japon, la faiblesse de la demande extérieure pèse sur l'investissement dans le secteur manufacturier, tandis que la consommation des ménages reste atone.

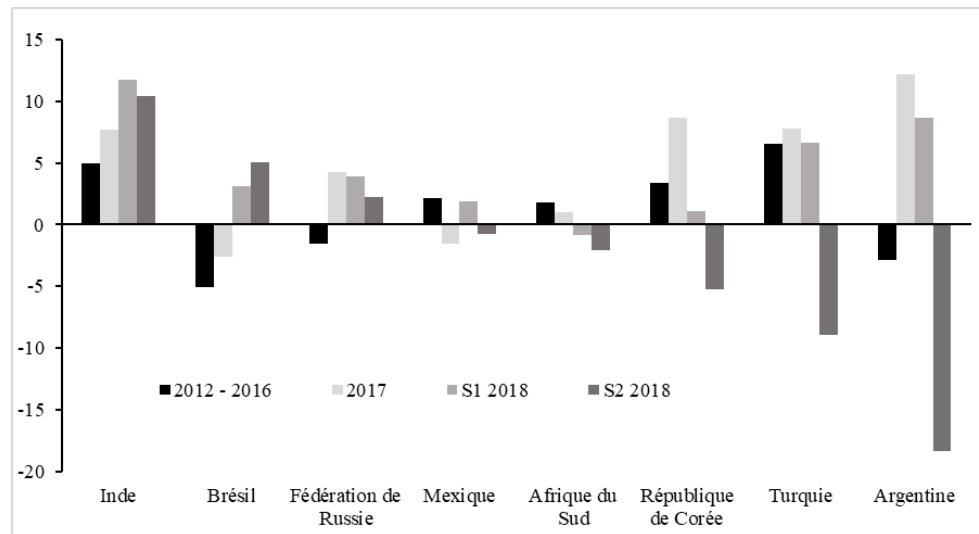
7. Les perspectives de croissance de nombreuses économies en développement se sont également affaiblies. Les prévisions de croissance de l'Afrique australe, de l'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que de l'Asie de l'Ouest ont été très largement revues à la baisse pour 2019. En Afrique australe, la révision tient aux ravages causés par le cyclone Idai, auxquels s'ajoutent les perspectives en demi-teinte d'une économie sud-africaine durement éprouvée par les coupures d'électricité. En Asie de l'Ouest, la croissance de l'Arabie saoudite devrait se replier sous l'effet de la réduction de la production pétrolière, tandis que la Turquie ne sortira que progressivement de la récession après une forte contraction de la demande intérieure au second semestre de 2018. La révision à la baisse des perspectives de l'Amérique latine et des Caraïbes traduit le niveau plus faible que prévu de l'activité des principales économies de la région (Argentine, Brésil et Mexique) ainsi qu'un nouveau repli marqué en République bolivarienne du Venezuela. À l'inverse, les perspectives de croissance demeurent favorables dans d'autres régions en développement, au premier rang desquelles l'Afrique de l'Est et l'Asie de l'Est. En Chine, les récentes mesures de relance économique compenseront largement les effets préjudiciables des tensions commerciales. Malgré les révisions à la baisse, l'Inde continue d'enregistrer une croissance vigoureuse, portée notamment par une forte demande intérieure.

#### **La faiblesse renouvelée de l'investissement pourrait ternir les perspectives à moyen terme**

8. Au second semestre de 2018, la formation brute de capital fixe a vu sa croissance ralentir, notamment dans plusieurs grands pays en développement et en transition (fig. III). La période prolongée de forte incertitude concernant l'environnement politique mondial a perturbé le climat des affaires et pesé sur les dépenses d'investissement, en particulier dans les secteurs axés sur le commerce. Un repli plus sensible et durable des échanges internationaux pourrait grever singulièrement les perspectives de croissance à moyen terme des économies tributaires du commerce.

Figure III  
**Croissance annuelle de la formation brute de capital fixe dans certaines économies émergentes (2012-2018)**

(Pourcentage)



*Abréviations* : S1 = premier semestre ; S2 = second semestre.

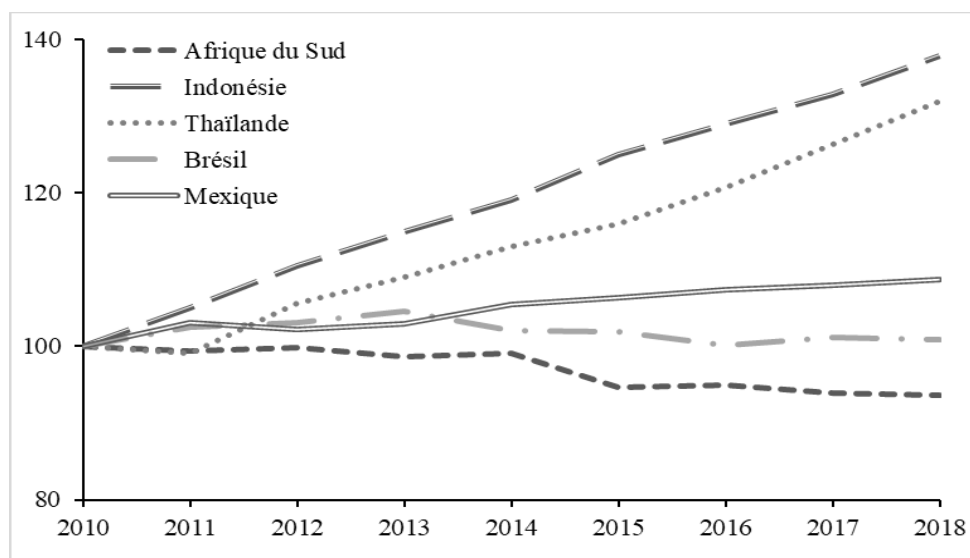
*Source* : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, d'après les données de la société CEIC Data Company Ltd et des autorités nationales.

9. Dans beaucoup de pays en développement, la confiance des investisseurs a également pâti des fortes incertitudes liées à la politique intérieure, dans un contexte de difficultés structurelles persistantes. Dans plusieurs grandes économies telles que l'Afrique du Sud, le Brésil et le Mexique, l'incapacité de relancer durablement l'investissement pourrait freiner la croissance déjà faible de la productivité à long terme (fig. IV), ce qui entraverait davantage les perspectives de développement durable de ces pays.



Figure IV  
**Évolution de la productivité dans certaines économies émergentes (2010-2018)**

(Production par personne active, en dollars des États-Unis de 2017 (2010 = 100))



Source : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, d'après la Total Economy Database (version modifiée) du Conference Board, novembre 2018.

### Les perspectives de croissance des pays les moins avancés se dégradent

10. Les prévisions économiques des pays les moins avancés ont également été revues à la baisse par rapport à celles du rapport *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2019*. Après avoir atteint 4,8 % en 2018, la croissance du PIB devrait se contracter légèrement pour s'établir à 4,6 % en 2019, avant de remonter à 5,8 % en 2020. Ainsi, la cible 8.1 associée aux objectifs de développements durable (taux de croissance annuelle du PIB d'au moins 7 % dans les pays les moins avancés) demeure loin d'être atteinte. À court terme, les conditions de vie dans des pays comme l'Afghanistan, l'Angola, le Burundi, Haïti et le Lesotho ne devraient que légèrement s'améliorer. De plus, le cyclone Idai évoqué précédemment a provoqué une crise humanitaire au Mozambique, pays qui connaît déjà une situation économique extrêmement difficile sur fond de crise prolongée de la dette et d'instabilité politique. Dans ce contexte, d'aucuns craignent que ce pays ne parvienne pas à relever les défis croissants auxquels il fait face en matière de santé publique et de sécurité alimentaire, ni à mobiliser les ressources financières nécessaires à sa reconstruction.

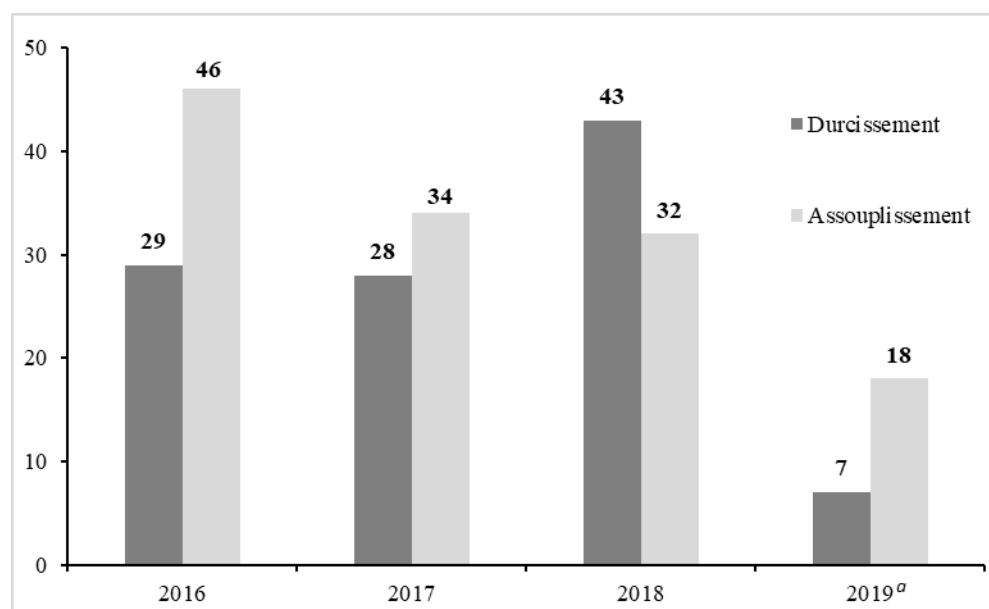
## A. Politiques macroéconomiques et marchés financiers

### Les politiques monétaires évoluent

11. Le ralentissement de l'activité économique mondiale a entraîné un assouplissement des politiques monétaires dans de nombreuses économies développées et en développement (fig. V). Ce changement s'inscrit dans un contexte caractérisé par une inflation faible au niveau mondial, sur fond de fléchissement de la demande et de perspectives modérées pour les cours mondiaux des produits de base. Dans les économies développées, le taux d'inflation globale demeure généralement inférieur aux objectifs des banques centrales. Dans les régions en développement, notamment en Afrique et en Amérique latine, les pressions inflationnistes se sont également relâchées en raison, entre autres, du renforcement de la stabilité des taux de change et de l'accroissement de la production agricole.

Figure V  
**Changements de politique monétaire (2016-2019)**

(Nombre de banques centrales (l'échantillon en regroupe 95))



Source : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, d'après Central Bank News.

<sup>a</sup> Données au 25 avril 2019.

12. En mars, la Réserve fédérale des États-Unis (Fed) a revu ses attentes à la baisse en ramenant de deux à zéro le nombre de hausses de taux prévues en 2019, tout en maintenant le taux cible des fonds fédéraux dans une fourchette comprise entre 2,25 et 2,50 %. La Fed commencera également à ralentir le rythme de la normalisation de son bilan. Afin de stimuler la croissance du crédit, la Banque centrale européenne a récemment lancé une nouvelle série d'opérations ciblées de refinancement à plus long terme et décidé de reporter à 2020 au plus tôt toute augmentation des taux d'intérêt. Début 2019, la Chine a, pour sa part, abaissé de nouveau le ratio de réserves obligatoires des banques afin d'améliorer les conditions de liquidité dans le pays. Face à l'incertitude grandissante entourant les perspectives de croissance, quelques grandes économies en développement, parmi lesquelles l'Égypte, l'Inde et le Nigéria, ont également réduit leurs taux directeurs.

### **Les conditions s'assouplissent sur les marchés financiers, mais les risques d'instabilité demeurent**

13. Les récents changements de politique monétaire ont contribué à stabiliser la conjoncture financière mondiale et fait grimper le prix des actifs. Soumis à de fortes pressions financières au second semestre de 2018, les flux de capitaux vers les économies émergentes se sont redressés au début de 2019 et devraient légèrement augmenter pendant le reste de l'année. Toutefois, les marchés financiers ne sont toujours pas à l'abri d'un brutal changement d'attitude des investisseurs ni d'une modification subite de l'évaluation des risques. En outre, le défi demeure, pour les économies émergentes, de transformer les entrées de capitaux en investissements productifs sur le territoire national.

14. S'il a peut-être réduit certains risques à court terme, l'assouplissement des politiques monétaires demeure peu susceptible de stimuler sensiblement la demande intérieure dans les pays où le niveau d'endettement des ménages et des entreprises est

élevé. De surcroît, le climat de forte incertitude, lié notamment aux différends commerciaux actuels et au Brexit, risque également de limiter l'efficacité des politiques monétaires. Dans de nombreuses économies, le prolongement des politiques monétaires accommodantes pourrait accentuer les déséquilibres financiers et, partant, accroître les risques d'instabilité financière à moyen terme.

### **Dans de nombreux pays, la marge de manœuvre budgétaire est limitée**

15. La marge de manœuvre monétaire restant limitée, de plus en plus de pays dans le monde assouplissent leurs politiques budgétaires pour stimuler la croissance. Cependant, la persistance des déficits budgétaires et le niveau élevé des dettes publiques limitent, dans nombre d'économies, la possibilité de mettre en œuvre des mesures de relance budgétaire de grande ampleur. La marge de manœuvre budgétaire des pays tributaires des produits de base demeure restreinte, le cours de ces produits restant nettement en deçà des niveaux observés avant 2014.

16. La faiblesse prolongée des taux d'intérêt au niveau mondial a conduit les États à emprunter davantage. Beaucoup de pays ont ainsi vu s'alourdir considérablement leur charge d'intérêt, rendant plus difficile le recours au levier budgétaire pour œuvrer en faveur des objectifs de développement. En 2018, les paiements d'intérêts représentaient à eux seuls plus de 20 % des recettes publiques dans plusieurs pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie du Sud. Ces pays sont en outre particulièrement sensibles aux évolutions de la conjoncture financière, que celles-ci résultent d'une hausse du coût de l'emprunt, d'une dépréciation de certaines devises ou de fluctuations brutales des prix des produits de base. Le nombre croissant de pays à faible revenu qui peinent déjà à assurer le service de leur dette ou font face à un risque élevé de surendettement est particulièrement préoccupant<sup>2</sup>.

17. Compte tenu des risques baissiers qui pèsent sur la croissance et du montant limité des ressources budgétaires, les décideurs de nombreux pays se trouvent face au défi de soutenir l'activité économique à court terme tout en préservant la viabilité budgétaire de l'État. Dans ce contexte, ils risquent de différer la mise en œuvre des mesures de réforme structurelle nécessaires pour atteindre leurs objectifs de développement durable, tels que l'élimination de la pauvreté, la lutte contre le creusement des inégalités et le renforcement de la résilience face aux changements climatiques. Pour la plupart des pays, il est nécessaire de rationaliser la dépense publique en l'axant davantage sur les mesures propres à favoriser une croissance plus inclusive et durable. En outre, les mesures visant à améliorer la gestion budgétaire contribuent de manière importante à renforcer les finances publiques et à préserver la confiance. Elles consistent notamment à améliorer l'allocation des dépenses, à élargir l'assiette fiscale et à faire en sorte que l'emprunt public serve à financer l'investissement productif.

## **C. Risques de dégradation des perspectives**

18. Le scénario de référence repose sur l'hypothèse que la conjoncture économique et financière actuelle ne se détériorera pas davantage. Toutefois, compte tenu des importants risques baissiers existants, il est fort possible que l'économie mondiale connaisse un ralentissement plus marqué ou une période de morosité plus longue, qui pourrait se répercuter sur les progrès en matière de développement.

---

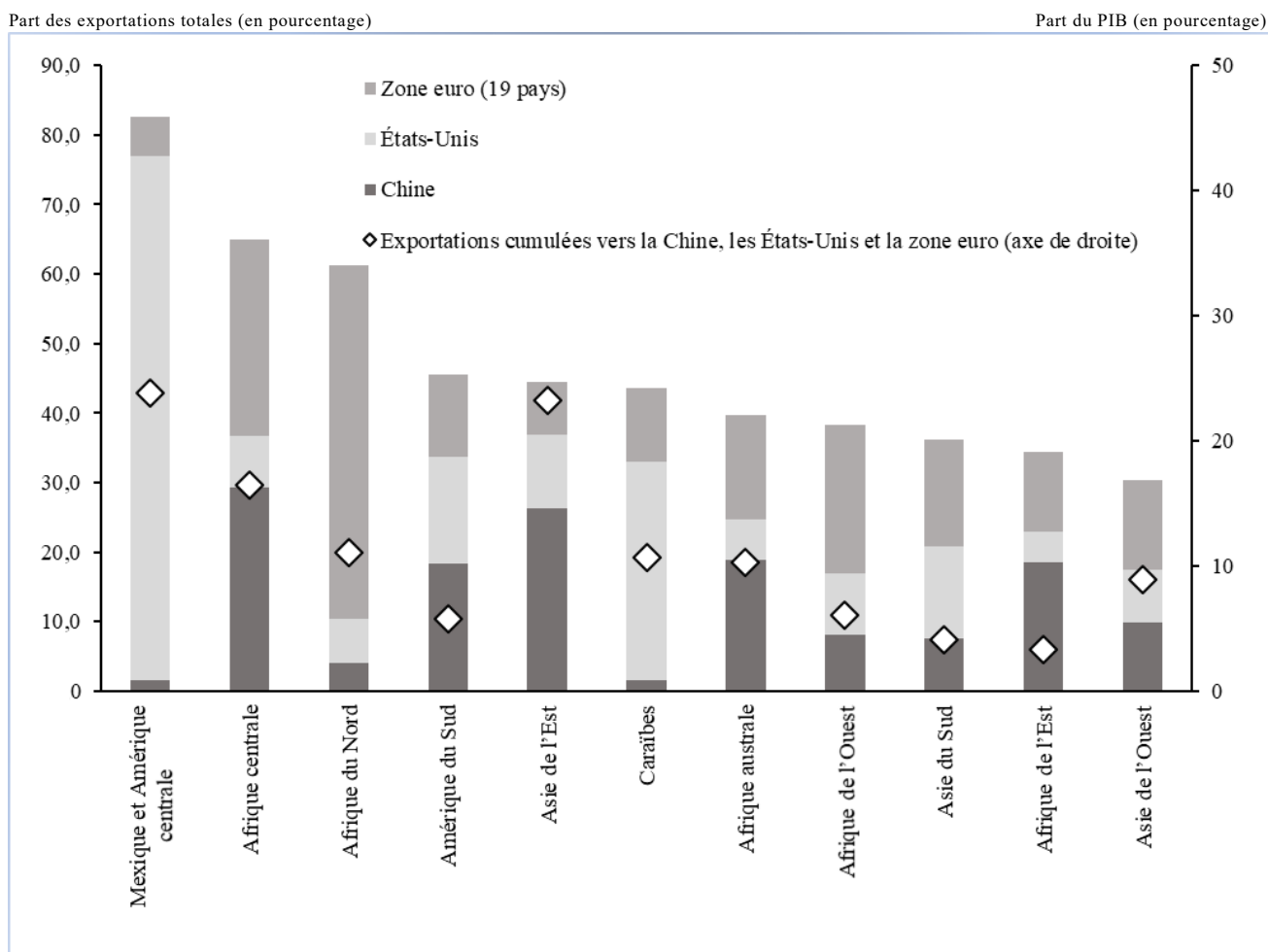
<sup>2</sup> Fonds monétaire international, *Macroeconomic developments and prospects in low-income developing countries*, document d'orientation (Washington, mars 2018).

### De nouvelles restrictions commerciales freineraient la croissance mondiale

19. Le risque d'une nouvelle escalade commerciale entre les plus grandes économies du monde pèse lourdement sur les perspectives de croissance mondiale à court et à moyen terme. Parallèlement aux tensions commerciales actuelles avec la Chine, les États-Unis ont récemment fait part de leur intention d'imposer de nouveaux droits de douane à l'Union européenne, principalement dans les secteurs de l'aéronautique et de l'alimentation, qui s'ajouteraient à ceux déjà mis en place sur l'acier et l'aluminium. Un tel enchevêtrement de droits de douane et de mesures de rétorsion supplémentaires n'aurait pas seulement pour effet de ralentir la croissance de ces grandes économies, il aurait également de graves retombées sur les économies en développement, en particulier celles qui exportent beaucoup vers les pays en question (fig. VI).

Figure VI

#### Exportations des régions en développement vers de grandes économies



Source : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, d'après des données de la base Direction of Trade Statistics du Fonds monétaire international (FMI), de la base CEIC et de la base World Economic Outlook du FMI, avril 2019.

20. Dans un contexte de montée des tensions commerciales mondiales, l'efficacité du système commercial multilatéral réglementé est menacée. Le processus de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) risque de pâtir du fait que les États membres ne pourvoient pas aux sièges vacants de l'Organe

d'appel, qui est chargé de statuer définitivement sur les recours. Au 1<sup>er</sup> avril 2019, l'Organe ne comptait plus que trois membres, soit le minimum requis pour atteindre le quorum nécessaire à l'examen des litiges. Le mandat de deux membres en exercice expirant le 10 décembre, l'OMC sera privée d'une fonction d'appel à la fin de 2019 si de nouveaux membres ne sont pas nommés. La paralysie de l'Organe d'appel affaiblirait gravement le système commercial multilatéral réglementé alors même que le nombre de différends commerciaux a considérablement augmenté.

### **Un endettement élevé est un facteur clef de vulnérabilité**

21. La tendance récente à l'adoption de politiques plus accommodantes a pu rehausser la confiance des investisseurs à court terme. Toutefois, les répercussions sur les prix des actifs et les prises de risques pourraient accroître les risques financiers à moyen terme. Le relâchement prolongé des conditions financières et des conditions de prêt – notamment la baisse des attentes à moyen terme à l'égard du taux directeur américain – favorisera la recherche de rendements plus élevés, ce qui contribuera à l'accroissement de la dette.

22. Le niveau élevé d'endettement est devenu une caractéristique majeure de l'économie mondiale. L'encours de la dette mondiale est supérieur de près d'un tiers au niveau de 2008 et représente plus de trois fois le PIB mondial<sup>3</sup>. Des niveaux d'endettement élevés constituent non seulement un risque financier en eux-mêmes mais également un facteur de vulnérabilité en cas de contraction économique. Si le ralentissement de l'économie mondiale s'accroît, les entreprises et les ménages pourraient avoir du mal à refinancer leur dette, ce qui déclencherait un processus désordonné de réduction de l'effet de levier, d'importantes corrections des prix des actifs et des pics d'aversion au risque. Dans ces conditions, la récente multiplication des prêts à effet de levier accordés aux entreprises de certains pays développés présente un risque particulier. Le marché mondial des prêts à effet de levier a plus que doublé de taille en dix ans pour atteindre environ 1,3 billion de dollars. Aux États-Unis, il est maintenant plus important que le marché des obligations de sociétés à haut rendement. L'augmentation de la demande des investisseurs, conjuguée à la volonté des entreprises de s'endetter davantage, s'est traduite par une détérioration des normes de souscription et de la qualité de ces prêts.

### **Les risques climatiques constituent une menace sans cesse croissante pour l'économie mondiale**

23. En 2018, la température moyenne de la planète a atteint son quatrième niveau le plus élevé depuis 1880. Les 20 années les plus chaudes jamais enregistrées ont eu lieu au cours des 22 dernières années, les niveaux d'émission de dioxyde de carbone n'ayant cessé d'augmenter. Les cinq dernières années, qui détiennent maintenant le record de la période la plus chaude depuis le début des mesures modernes, se sont caractérisées par un degré de réchauffement hors du commun, tant sur terre que dans les océans. En 2019, année qui pourrait être encore plus chaude, compte tenu des conditions El Niño prévues, le niveau de dioxyde de carbone présent dans l'atmosphère devrait connaître l'une des plus fortes augmentations jamais enregistrées en 62 ans de mesures<sup>4</sup>. Une part importante de ce gaz restera dans l'atmosphère pendant des milliers d'années.

24. La saison des ouragans de 2019 devrait être légèrement moins forte que la moyenne dans l'Atlantique, mais les effets du réchauffement planétaire à long terme

<sup>3</sup> Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, « Financement du développement : dette, viabilité de la dette et problèmes systémiques connexes » (TD/B/EFD/2/2 et Corr.1 et 2 du 26 octobre 2018), par 4.

<sup>4</sup> Met Office, « Faster CO<sub>2</sub> rise expected in 2019 », 25 janvier 2019.

se font de plus en plus sentir. La saison de 2018 était la troisième d'une série de force supérieure à la moyenne, les ouragans ayant causé environ 51 milliards de dollars de dégâts<sup>5</sup>. Il y a également eu des inondations dévastatrices en Inde et un important typhon aux Philippines. L'année 2018 a entre autres été marquée par le plus grand et le plus meurtrier des feux de forêt observés à ce jour en Californie, ainsi que par un phénomène extrêmement rare : la survenue de feux de forêts en Scandinavie, au nord du cercle polaire arctique. Ces événements et d'autres tout aussi graves ont fait de 2018 la quatrième année la plus coûteuse depuis 1980 en termes de pertes assurées. Trois compagnies d'assurance et de réassurance (Aon, Munich Re et Swiss Re) estiment que le coût des catastrophes naturelles qui se sont produites en 2018 oscille entre 155 et 225 milliards de dollars, la part de ces pertes couverte par des assurances n'étant que de 79 à 90 milliards de dollars.

### **L'augmentation du nombre de réfugiés présente des défis sur le plan macroéconomique**

25. Selon les estimations, le nombre de personnes déplacées de force (réfugiés et déplacés) a continué d'augmenter en 2018. D'après le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, en juin 2018, plus de 20 millions de réfugiés relevaient de son mandat et 39,7 millions de personnes avaient été déplacées à l'intérieur de leur propre pays en raison de conflits<sup>6</sup>. Les instabilités politiques et les tensions sociales actuelles pourraient entraîner une nouvelle hausse du nombre de personnes déplacées contre leur gré en 2019. Même après la cessation de violences armées de forte intensité, la persistance d'un conflit de faible intensité empêche parfois les personnes déplacées de rentrer chez elles.

26. Environ 95 % des personnes déplacées de force à la suite de conflits sont accueillies dans des pays en développement, dont le budget est ainsi lourdement grevé. Malgré l'appui financier de la communauté internationale, de nombreux pays d'accueil consacrent à l'aide à apporter aux déplacés de force d'importantes ressources financières prélevées sur d'autres postes budgétaires déjà restreints. Un tel effort peut avoir des effets négatifs sur les dépenses sociales ainsi que sur la marge de manœuvre dont les États disposent face aux chocs externes.

## **II. Enjeux du développement durable à moyen terme**

### **A. Internalisation du coût des émissions de gaz à effet de serre**

#### **La tarification du carbone est un élément clef de la lutte contre les changements climatiques**

27. Compte tenu de l'accélération manifeste des changements climatiques, il importe de se détourner rapidement et radicalement des combustibles fossiles. Une telle transition passera par une profonde modification des décisions économiques et des comportements de consommation privée. Pour accélérer cette évolution, les États disposent de plusieurs moyens d'action. Ils peuvent notamment augmenter les subventions accordées aux énergies propres et aux techniques d'élimination du carbone, supprimer les subventions aux combustibles fossiles, réglementer les sources d'émissions de carbone, mettre en œuvre de strictes normes de rendement énergétique et faire évoluer l'opinion publique et les comportements de la population par des campagnes visant à favoriser la conservation de l'énergie et une couverture terrestre

<sup>5</sup> Munich Re, « Series of typhons in Japan and two direct hits in the USA : summary of the 2018 tropical cyclone season », 5 décembre 2018.

<sup>6</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *Mid-Year Trends 2018* (Genève, 2018).

riche en carbone. Pour beaucoup cependant, ces mesures seront insuffisantes si elles ne s'accompagnent pas de la tarification du carbone.

28. L'objectif de la tarification du carbone est de remédier à une faille fondamentale du système économique. Les décisions économiques qui entraînent des émissions de gaz à effet de serre ont de multiples effets négatifs sur l'environnement. Mais comme les émetteurs de ces gaz n'assument aucune part des coûts afférents, les décisions relatives à la production et à la consommation de biens et de services sont fondées sur un coût d'utilisation des combustibles fossiles artificiellement bas, et non sur une évaluation complète des coûts qui tiendrait compte des externalités environnementales. Autrement dit, certaines décisions économiques ont des effets externes négatifs sur la société dans son ensemble, qui ne sont cependant pas pris en compte dans les décisions privées des producteurs et des consommateurs. Cette sous-estimation des coûts a de lourdes conséquences : certains biens et services sont produits et consommés dans des quantités supérieures à ce qui est écologiquement durable. En d'autres termes, les décisions prises en fonction d'informations incomplètes sur les prix et les coûts afférents ont un prix élevé pour la société sur le plan de l'environnement.

29. La tarification du carbone oblige producteurs et consommateurs à prendre en compte dans leurs décisions économiques ce qui, jusqu'à présent, était une externalité négative à la charge de la société. La création d'un marché d'émissions de gaz à effet de serre revient à considérer ces gaz comme un produit de base, dont le prix devrait ensuite être pris en compte dans les décisions économiques. Une telle mesure modifierait les incitations économiques, par exemple en rendant nécessaire le calcul de coûts nouveaux ou ajustés tout au long de la chaîne d'extraction des combustibles fossiles et de consommation des produits qui en dépendent.

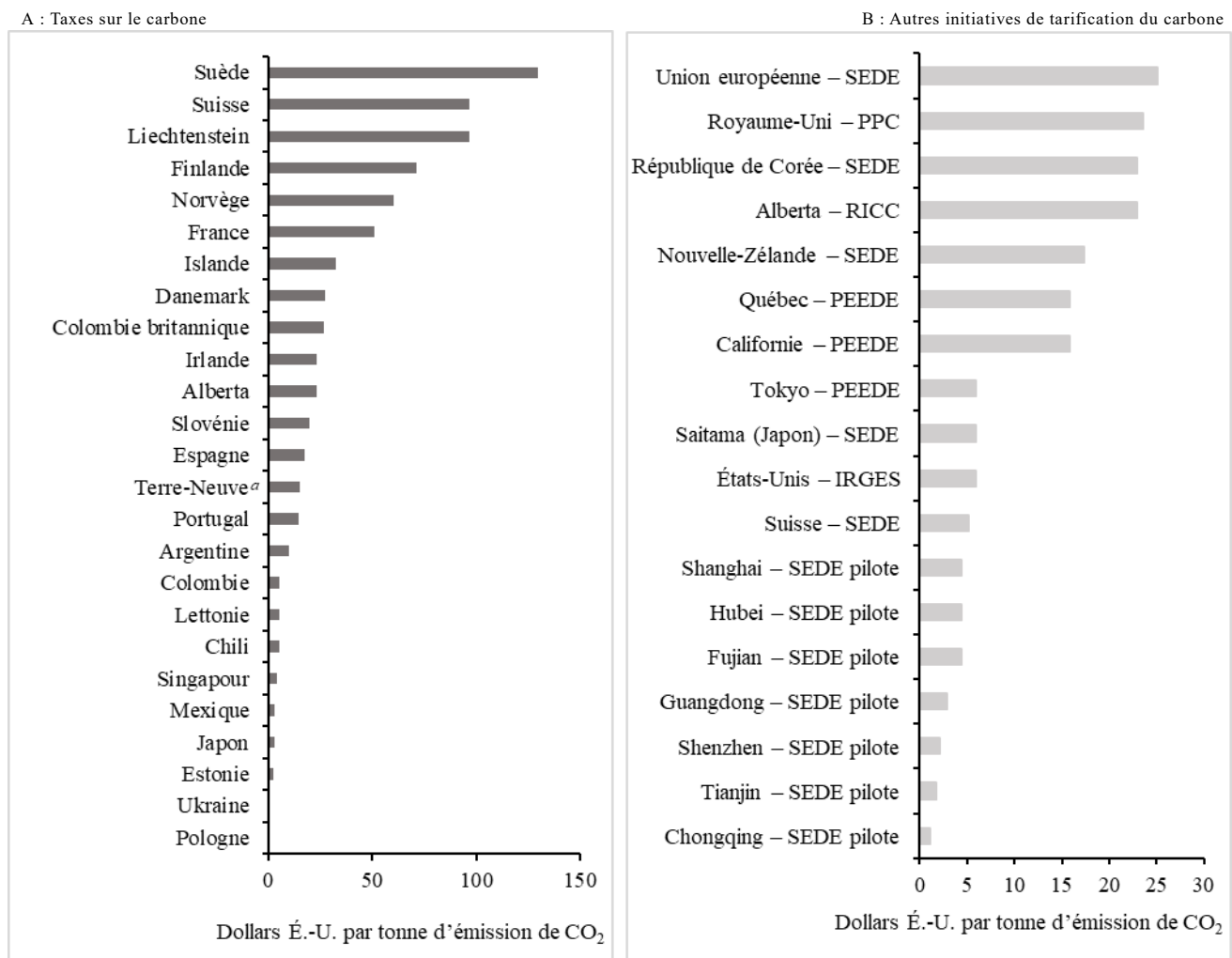
### **Les systèmes d'échange de droits d'émission et les taxes sur le carbone sont les initiatives les plus courantes**

30. Les systèmes d'échange de droits d'émission, dans le cadre desquels les émetteurs peuvent acheter des droits d'émission établis par l'État pour compenser leurs niveaux d'émission, et les taxes sur le carbone, qui sont des redevances perçues sur le contenu en carbone des combustibles fossiles, sont les mécanismes de tarification du carbone les plus courants. Il existe d'autres initiatives, telles que les programmes de financement de la lutte contre les changements climatiques axés sur les résultats (versement de paiements en échange de réductions attestées des émissions de gaz à effet de serre) et la mise en place d'un prix interne du carbone (calcul par les entreprises du coût de leur utilisation de ces gaz ou de leurs investissements correspondants).

31. Le choix d'un système de tarification donné dépend forcément des priorités, des circonstances et du contexte politique propres à chaque pays. Les avis divergent considérablement quant au meilleur système à adopter, aux objectifs à fixer ou à la manière d'utiliser les recettes perçues. Les méthodes hybrides de tarification du carbone, associant des éléments provenant des systèmes d'échange de droits d'émission et de la taxe sur le carbone, ou l'utilisation simultanée et complémentaire de ces deux approches, sont de plus en plus fréquentes. En mai 2018, 45 pays et 25 collectivités infranationales (villes, États ou régions) avaient mis en place des mécanismes de tarification du carbone. D'autres prévoient de le faire. Selon les initiatives menées, les prix par tonne d'équivalent CO<sub>2</sub> varient actuellement de moins d'un dollar à 139 dollars (fig. VII). En 2017, les États ont perçu environ 33 milliards de dollars de recettes provenant de la tarification du carbone<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> Banque mondiale, *State and Trends of Carbon Pricing 2018* (Washington, mai 2018).

Figure VII  
Prix du carbone en 2019



*Abréviations* : IRGES : initiative régionale contre les gaz à effet de serre ; PEEDE : plafonnement des émissions et échange de droits d'émission ; PPC : prix plancher du carbone ; RICC : réglementation d'incitation à la compétitivité en matière de carbone ; SEDE : système d'échange de droits d'émission.

*Source* : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, d'après des données du Carbon Pricing Dashboard de la Banque mondiale.

*Note* : Prix nominaux au 1<sup>er</sup> février 2019. En raison de différences méthodologiques et d'autres facteurs, les prix ne sont pas nécessairement comparables.

<sup>a</sup> Comprend le Labrador.

### De nombreuses entreprises utilisent déjà un prix interne du carbone

32. En l'absence d'une tarification plus généralisée du carbone qui se fonde sur le jeu du marché, de nombreuses entreprises utilisent déjà un prix théorique du carbone, comme outil d'estimation des risques, pour évaluer leurs investissements et orienter leur stratégie commerciale en prévision de futures restrictions des émissions. Certaines, dont plusieurs grandes entreprises internationales, perçoivent une taxe carbone auprès de leurs propres unités (par exemple les divisions de fabrication) ou



sur leurs propres activités (par exemple les voyages d'affaires) et affectent les recettes ainsi perçues à des produits ou projets qui les aident à atteindre leurs objectifs climatiques. Le coût afférent au respect de la réglementation constitue également un coût interne implicite du carbone pris en charge par les entreprises. En 2017, plus de 1 300 entreprises, dont une bonne centaine du classement Fortune Global 500, tenaient compte, sous une forme ou une autre, d'un prix interne du carbone dans leurs décisions ou prévoyaient de le faire au cours des deux prochaines années. Cette utilisation croissante de prix internes du carbone dans le secteur privé ouvre des perspectives de coopération public-privé en matière de lutte contre les changements climatiques. Dans ses recommandations, l'Équipe spéciale sur les informations financières ayant trait au climat établie par le Conseil de stabilité financière encourage les investisseurs et les entreprises à divulguer leurs prix internes du carbone, tout comme le fait l'initiative Business Leadership Criteria on Carbon Pricing menée dans le cadre du Pacte mondial des Nations Unies.

### **La tarification du carbone entraînerait une redéfinition de la notion de richesse et de passifs économiques**

33. La tarification du carbone devrait avoir des effets en cascade sur le comportement des entreprises et sur la diligence des investisseurs en ce qui concerne les risques liés aux changements climatiques et l'identification des actifs dont l'exploitation pourrait cesser. Elle peut également avoir de plus vastes effets que la diminution des émissions, en favorisant par exemple la mise au point d'innovations à faible émission de carbone ou de solutions à apporter à d'autres problèmes environnementaux tels que la pollution atmosphérique. De façon plus générale, créer un marché d'émissions de gaz à effet de serre et considérer ces gaz comme un produit de base amènerait à réévaluer les actifs et les passifs liés au carbone ainsi que les projets axés sur les combustibles fossiles, et favoriserait également les externalités positives en accordant une valeur concrète aux capacités de stockage du carbone. Cette évolution pourrait donner lieu à un paradigme économique entièrement nouveau à mesure que la valeur économique des forêts, des zones humides et d'autres territoires présentant un fort potentiel de captage du carbone s'imposera et s'accroîtra, notamment grâce à la préservation et au développement des puits de carbone. En somme, la tarification du carbone monétarise les émissions et peut contribuer à réorienter les investissements vers des solutions à faible émission de carbone. Elle sensibilise également le public, harmonise les mesures incitatives et favorise une plus grande adhésion du public aux objectifs nationaux en matière de développement durable. De plus, en considérant et en évaluant les investissements sous l'angle du prix du carbone, les États et les entreprises peuvent éviter d'investir dans des actifs qui devraient être mis hors service avant l'heure et inscrits en pertes dans les bilans.

### **Les « fuites de carbone » soulignent la nécessité d'adopter une approche multilatérale**

34. Jusqu'à présent, les méthodes de tarification du carbone ont fait l'objet d'une mise en place limitée et fragmentée. Ces initiatives progressant selon des approches ponctuelles, adoptées pays par pays ou même au niveau des entreprises, il existe un risque de « fuite de carbone », c'est-à-dire de délocalisation des industries à forte intensité de carbone dans des zones où la réglementation est moins contraignante, et même un risque d'augmentation du niveau mondial d'émissions. Cet argument sous-tend le traitement spécial accordé dans le cadre du système communautaire d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne aux sites industriels pour lesquels ces risques sont jugés élevés (une part plus élevée de quotas gratuits leur est octroyée).

35. Le potentiel de fuite de carbone met en lumière les risques que présente le manque d'harmonisation des politiques, ainsi que la nécessité d'adopter une approche concertée et multilatérale de la tarification du carbone. L'uniformisation des principes et des normes en vigueur faciliterait également l'alignement de la tarification du carbone sur les initiatives menées dans d'autres grands domaines d'intervention tels que le commerce et la finance internationale. Toutefois, faute d'une approche mondiale, l'intensification des mécanismes régionaux et sous-régionaux de tarification du carbone ne constitue – compte tenu de l'urgence de la situation – que la seconde meilleure option.

## **B. Évolution de la pauvreté, écart entre zones urbaines et rurales et urbanisation durable**

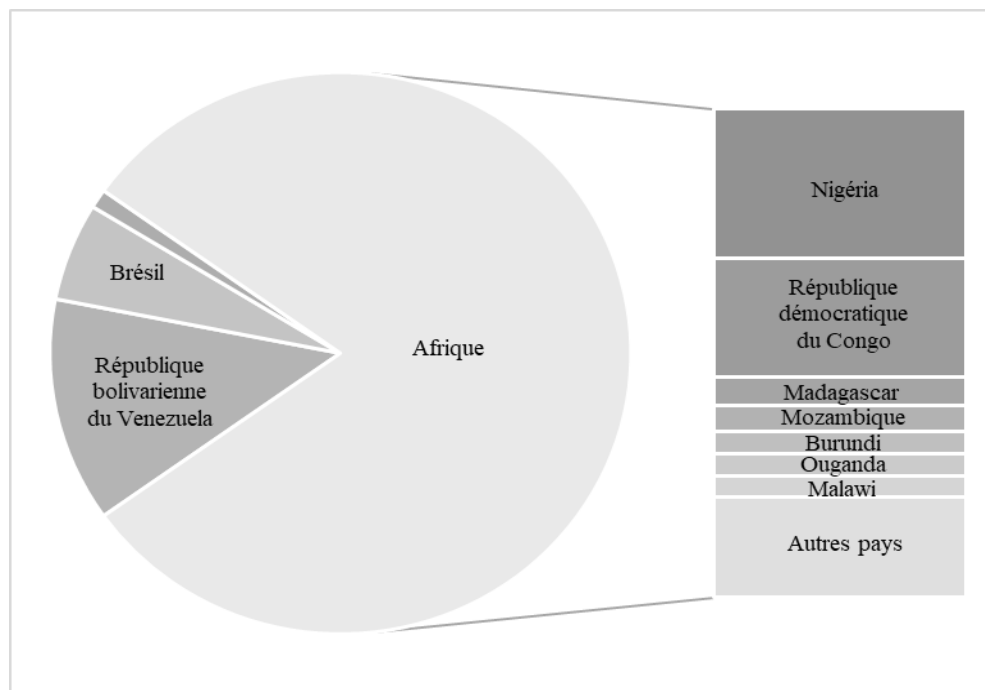
### **L'assombrissement de l'horizon macroéconomique restreint les perspectives d'élimination de la pauvreté**

36. Du fait de l'incertitude croissante qui entoure les politiques à l'échelle internationale et du ralentissement de la croissance mondiale, il y a davantage lieu de craindre que l'objectif de développement durable n° 1 (Éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier) ne soit pas atteint. D'après des données empiriques récentes, de nombreux pays ont essuyé ces dernières années d'importants revers dans leur lutte contre la pauvreté (fig. VIII), dont plusieurs économies d'Afrique subsaharienne dans lesquelles les taux de pauvreté sont déjà parmi les plus élevés au monde. Ainsi, au Mozambique, au Nigéria et en République démocratique du Congo, le nombre total de personnes vivant dans l'extrême pauvreté – c'est-à-dire avec moins de 1,90 dollar par jour – a sensiblement augmenté depuis 2014. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le taux d'extrême pauvreté, bien qu'encore relativement faible, a légèrement augmenté entre 2014 et 2017 sur fond de détérioration de la situation économique en Argentine, au Brésil et en République bolivarienne du Venezuela<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup> Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, *Social Panorama of Latin America, 2018* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.18.II.G.7).

Figure VIII  
**Profil géographique de l'aggravation de la pauvreté entre 2014 et 2018**



Source : Estimations du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, d'après des données de la Banque mondiale.

Note : La figure ne comprend que des données portant sur les pays où, selon les estimations, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté entre 2014 et 2018. On estime que, dans l'ensemble des pays pour lesquels on dispose de données, le nombre total de personnes pauvres a augmenté de 30 à 40 millions de personnes.

37. La situation est encore plus préoccupante lorsqu'on examine les données correspondant à des seuils de pauvreté plus élevés. Les progrès réalisés à l'échelle mondiale en matière de réduction de l'extrême pauvreté depuis les années 90 ne se sont pas accompagnés d'une diminution du nombre des personnes vivant avec moins de 3,20 dollars par jour ni de celui des personnes vivant avec moins de 5,50 dollars par jour<sup>9</sup>. C'est particulièrement le cas en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, régions qui comptent à l'heure actuelle près de 90 % du nombre total mondial de personnes vivant dans la pauvreté. On estime que, dans les deux régions, plus de quatre personnes sur cinq vivent encore avec moins de 5,50 dollars par jour. Partant, malgré la réduction des taux d'extrême pauvreté, la grande majorité de la population continue de vivre dans un grand dénuement.

#### **Les écarts de pauvreté entre zones rurales et zones urbaines se réduisent lentement**

38. La grande majorité des personnes pauvres vivent encore aujourd'hui dans les zones rurales<sup>10</sup>. Selon des estimations récentes, les habitants des zones rurales représentent près de 80 % du nombre total de personnes vivant dans la pauvreté de

<sup>9</sup> Banque mondiale, *Poverty and Shared Prosperity : Piecing Together the Poverty Puzzle* (Washington, 2018).

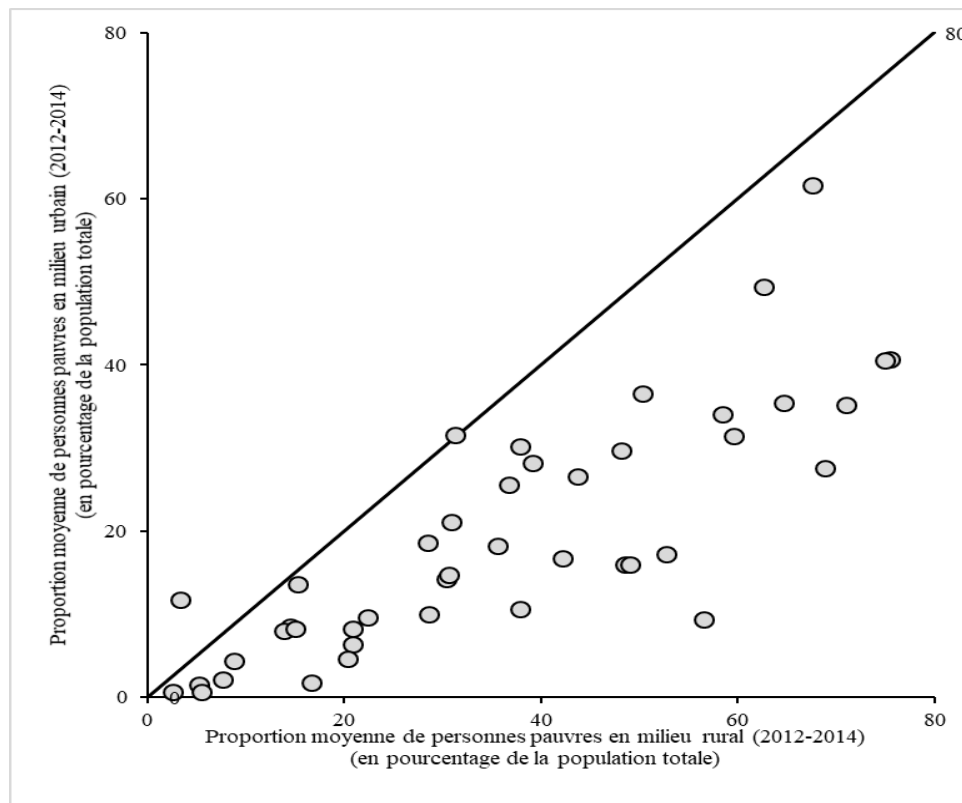
<sup>10</sup> Voir résolution 73/244 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2018, intitulée « Éliminer la pauvreté en milieu rural en vue de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ».

par le monde. Dans presque tous les pays, les taux de pauvreté en milieu rural sont encore beaucoup plus élevés que les taux de pauvreté en milieu urbain (fig. IX), même si l'écart s'est progressivement réduit au cours des dernières décennies à mesure que l'urbanisation se poursuivait. Dans un échantillon de 24 pays, l'écart de pauvreté moyen entre zones rurales et zones urbaines a diminué d'environ 5 points de pourcentage entre les périodes 2002-2004 et 2012-2014, passant de 22 à 17 points de pourcentage. Les chiffres sont très contrastés selon les régions : en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, la pauvreté est encore très majoritairement concentrée dans les zones rurales ; en revanche, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie de l'Est et dans le Pacifique, les citoyens représentent désormais plus du tiers du nombre total de personnes vivant dans la pauvreté.

39. Les disparités entre les zones rurales et les zones urbaines sont encore plus marquées lorsqu'on ne s'en tient pas à la pauvreté monétaire, car de nombreux services sont regroupés dans les villes. D'après les indicateurs de pauvreté multidimensionnelle (qui portent également sur l'éducation, l'accès aux infrastructures, la santé et la sécurité des ménages), près de 85 % du nombre total de personnes pauvres dans le monde vivent dans les zones rurales<sup>11</sup>.

Figure IX

**Proportion moyenne de personnes pauvres en milieux rural et urbain selon les seuils de pauvreté nationaux (2012-2014)**



Source : Estimations du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, d'après des données de la Banque mondiale.

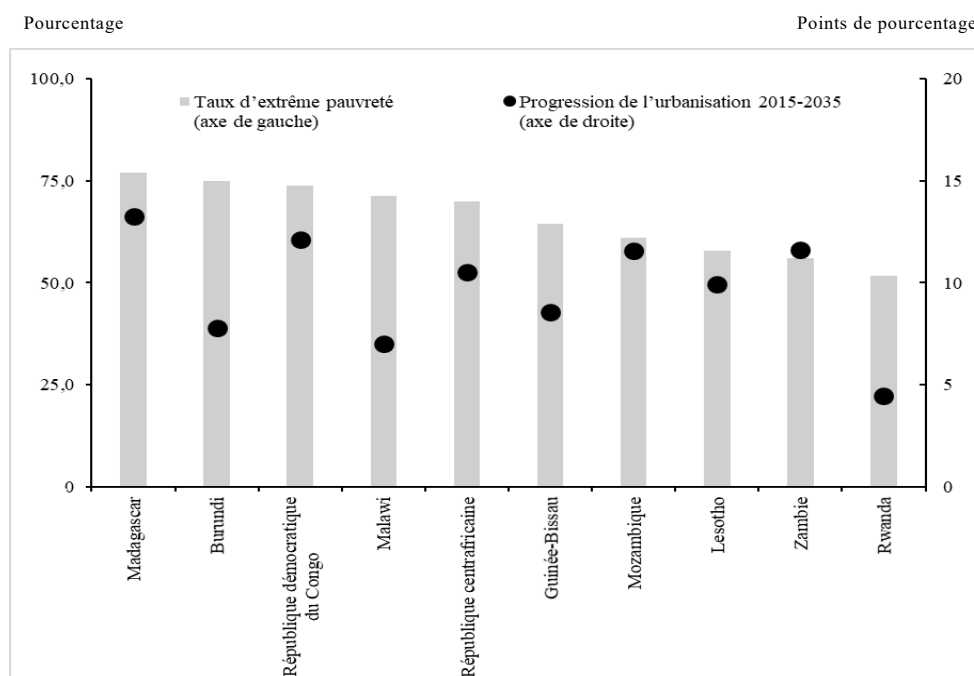
Note : Les points situés au-dessous de la diagonale correspondent aux pays dans lesquels le taux de pauvreté en milieu rural dépasse celui en milieu urbain.

<sup>11</sup> Programme des Nations Unies pour le développement, indice de pauvreté multidimensionnelle global de 2018.

### L'urbanisation durable est indispensable à la réduction future de la pauvreté

40. Le degré de succès avec lequel les pays parviendront à éliminer la pauvreté dans les décennies à venir dépendra encore en très grande partie de l'adoption de politiques visant à combattre la pauvreté rurale, par exemple en accroissant la productivité agricole, en mettant en place des infrastructures résilientes et en renforçant les services éducatifs et sanitaires. Toutefois, les progrès en matière de réduction de la pauvreté seront également déterminés par la façon dont les pays géreront l'urbanisation en cours et la mettront au service du développement durable. Le rôle vital de l'urbanisation dans le développement n'est plus à prouver. Selon Spence, Clarke Annez et Buckley (2009), aucun pays n'a atteint un niveau de revenu élevé ou une croissance rapide sans une urbanisation importante<sup>12</sup>. Presque tous les pays qui ont réussi à éliminer en grande partie la pauvreté ont un taux d'urbanisation supérieur ou égal à 40 %. Alors que les taux actuels d'urbanisation sont beaucoup plus faibles en Afrique et en Asie du Sud que dans le reste du monde, ces régions devraient connaître l'urbanisation la plus rapide à l'avenir<sup>13</sup>. La figure X illustre l'augmentation prévue du taux d'urbanisation pour la période 2015-2035 dans dix pays où l'extrême pauvreté est élevée.

Figure X  
Taux d'extrême pauvreté (dernières données disponibles) et évolution prévue de l'urbanisation



Source : Estimations du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, d'après des données de la Banque mondiale ; et Division de la population du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, *World Urbanization Prospects. The 2018 Revision*.

Note : La proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est calculée sur la base d'un seuil de pauvreté de 1,90 dollar des États-Unis (en parité de pouvoir d'achat de 2011).

<sup>12</sup> Michael Spence, Patricia Clarke Annez et Robert M. Buckley (dir.), *Urbanization and Growth* (Washington, Banque mondiale, pour la Commission on Growth and Development, 2009), préface, p. x.

<sup>13</sup> Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, *World Urbanization Prospects : The 2018 Revision*.

41. L'urbanisation peut présenter d'importants avantages économiques grâce aux économies d'agglomération, aux économies d'échelle, à un meilleur accès aux infrastructures et à la propagation des connaissances. Non seulement les taux de productivité tendent à être plus élevés en milieu urbain qu'en milieu rural, mais ils peuvent aussi augmenter plus rapidement, ce qui confère aux travailleurs des salaires plus élevés. Bien gérée, l'urbanisation peut stimuler la croissance économique, favoriser la création d'emplois et réduire la pauvreté.

42. Ces effets positifs ne sont pas garantis. L'exode rural à grande échelle ne stimule la hausse de la productivité que lorsqu'il existe une demande suffisante de main-d'œuvre dans l'industrie ou dans les secteurs des services à forte valeur ajoutée. Aussi, le faible niveau d'industrialisation de nombreux pays d'Afrique subsaharienne – voire, dans certains cas, leur désindustrialisation prématurée – est très préoccupant<sup>14</sup>. Étant donné le manque de débouchés dans le secteur formel, les personnes qui migrent vers les zones urbaines ont tendance à occuper des emplois faiblement rémunérés dans le secteur de l'économie informelle. En outre, l'expansion des infrastructures ne suit souvent pas le rythme de croissance de la population urbaine, ce qui se traduit par des embouteillages, des pénuries de logements et une prolifération des bidonvilles.

43. L'urbanisation rapide, associée au caractère évolutif de la pauvreté, présente d'importants enjeux sur le plan des politiques. Pour parvenir à une urbanisation durable, il est essentiel d'améliorer l'aménagement urbain et la coordination des politiques aux niveaux national et local. Privilégier l'offre de logements décents contribue à relever le niveau de vie, tout en favorisant le développement économique. Compte tenu de l'accroissement des risques liés aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles, il est également indispensable de renforcer la résilience urbaine. À cet égard, il importe de développer les infrastructures de transports publics pour réduire les embouteillages et les émissions, et permettre aux citoyens pauvres d'accéder à des emplois mieux rémunérés dans leurs villes.

### III. Perspectives économiques par région

#### A. Pays développés

44. Aux États-Unis, les indicateurs mesurant le sentiment économique se sont détériorés au début de 2019 lorsque les répercussions concrètes des hausses des tarifs douaniers et des tensions commerciales se sont matérialisées et que la plus longue paralysie de l'État fédéral de l'histoire du pays a ébranlé la confiance des consommateurs. Selon les estimations du Congressional Budget Office, l'interruption de cinq semaines, qui a touché 800 000 fonctionnaires fédéraux, a entraîné une diminution de 0,2 % du PIB au premier trimestre de 2019. Une grande partie du manque à gagner sera cependant récupérée plus tard dans l'année.

45. Le PIB des États-Unis devrait croître de 2,3 % en 2019, contre 2,9 % en 2018 et 2,5 % selon les estimations initiales figurant dans *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2019* (voir tableau A.1), car les effets des mesures de relance budgétaire s'estompent et la croissance des exportations est entravée par les différends commerciaux actuels. En 2020, la croissance du PIB aux États-Unis devrait encore ralentir pour s'établir à 2,1 %.

46. Au Canada, le PIB devrait progresser de 1,8 % en 2019 et de 2,0 % en 2020. Les réductions de la production pétrolière en Alberta, l'incidence de la hausse des taux

<sup>14</sup> Dani Rodrik, « Premature deindustrialization » (Cambridge, Massachusetts, John F. Kennedy School of Government, Harvard University, novembre 2015).

d'intérêt sur les secteurs du logement et de l'automobile et les tarifs douaniers sur les exportations d'acier et d'aluminium vers les États-Unis ont freiné l'activité économique au cours des premiers mois de 2019.

47. Le ralentissement de la croissance économique, conjugué à des pressions inflationnistes modérées, a incité la Réserve fédérale des États-Unis et la Banque du Canada à suspendre les hausses des taux d'intérêt. Les taux de chômage officiels en Amérique du Nord se situent cependant près des taux les plus bas enregistrés au cours des 40 à 50 dernières années.

48. Au Japon, les prévisions de croissance pour 2019 ont été révisées à la baisse, passant de 1,4 à 0,8 %, ce qui reflète l'affaiblissement de la demande extérieure. En glissement annuel, les exportations se sont repliées au cours des premiers mois de 2019, notamment celles à destination de la Chine, ce qui a eu de graves répercussions sur les projets d'investissement visant à renforcer les capacités dans le secteur manufacturier. Vu la croissance obstinément faible des salaires, la consommation des ménages devrait rester atone. Pour faire face aux pénuries croissantes de main-d'œuvre, le Japon a récemment assoupli ses très restrictives politiques d'immigration.

49. En Australie et en Nouvelle-Zélande, les prévisions ont elles aussi été légèrement revues à la baisse. L'économie australienne a connu un ralentissement au quatrième trimestre de 2018 sous l'effet de la forte baisse de l'investissement privé. Malgré les mesures de relance budgétaire, un nouveau ralentissement est attendu, en même temps qu'une période de marasme dans le secteur du logement. La Nouvelle-Zélande fait également face à un ralentissement de sa demande intérieure et extérieure, et la Reserve Bank a laissé entrevoir un assouplissement monétaire en 2019. L'Australie et la Nouvelle-Zélande devraient toutes deux subir les contrecoups du fléchissement de la demande en provenance de leurs principaux partenaires commerciaux, en particulier la Chine et les pays de l'Union européenne.

50. Dans l'Union européenne, l'activité économique devrait croître de 1,5 % en 2019 et de 1,8 % en 2020. Il s'agit d'une révision à la baisse par rapport aux prévisions précédentes, car les risques de dégradation liés au commerce envisagés dans la dernière prévision de base ont commencé à se concrétiser. La consommation des ménages reste en revanche relativement élevée. La solidité de la situation sur le marché de l'emploi contribue à la hausse des salaires, qui, conjuguée à des taux d'inflation modérés, tire le pouvoir d'achat des ménages et les dépenses de consommation privée. La Banque centrale européenne a en outre reporté l'arrêt de sa politique accommodante, qui ont permis de soutenir l'investissement et le secteur de la construction dans divers pays. Si la nature des risques qui pèsent sur le scénario de base demeure inchangée, leur ampleur n'est cependant plus la même. La situation commerciale a déjà des répercussions négatives concrètes sur les résultats économiques et le risque d'une nouvelle détérioration de la conjoncture commerciale mondiale plane. Les difficultés que connaît la Banque centrale européenne concernant les modalités de sortie de sa politique accommodante s'accroissent et la zone euro reste aux prises avec la question de savoir comment établir et maintenir une politique budgétaire commune en l'absence d'un cadre politique plus institutionnalisé. Enfin, le report de la sortie du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne sans précisions quant à la suite du processus a accru le risque d'une séparation chaotique. Cette situation pourrait avoir pour conséquence une grave perturbation voire une interruption des flux commerciaux à destination et en provenance du Royaume-Uni.

51. Dans les 13 États ayant adhéré à l'Union européenne après 2004, les taux de croissance devraient rester supérieurs à la moyenne des États membres. Le rythme de croissance devrait cependant ralentir en 2019 sous l'effet de pénuries de main-d'œuvre, de la hausse de l'inflation et du resserrement des conditions monétaires dans certains pays. En Europe centrale, la concentration excessive du secteur industriel autour de l'industrie automobile présente des risques importants, et la marge de manœuvre pour la mise en œuvre de mesures contracycliques reste limitée.

## **B. Pays en transition**

52. Dans les économies de la Communauté d'États indépendants (CEI), les conditions extérieures, notamment la demande en provenance des principales économies et les cours des produits de base autres que le pétrole, sont moins favorables en 2019. La croissance devrait ralentir, d'autant plus que la plupart des politiques budgétaires n'ont pas d'effet sur la croissance et que plusieurs pays ont durci leur politique monétaire. Le PIB total de la CEI et de la Géorgie devrait progresser de 1,9 % en 2019 et de 2,3 % en 2020. La croissance du PIB de la Fédération de Russie a été estimée à 2,3 % pour 2018, un taux supérieur aux prévisions. Il est peu probable que la croissance soit aussi solide en 2019. La hausse récente de la taxe sur la valeur ajoutée a accentué les tensions inflationnistes, freinant du même coup les dépenses de consommation et entravant l'assouplissement monétaire. L'économie est ralentie par l'insuffisance des prêts aux entreprises et la faiblesse des investissements. De nouvelles sanctions associées à la persistance des tensions géopolitiques pourraient saper l'activité des entreprises. La mise en œuvre des programmes de développement social et économique devrait néanmoins contribuer modestement à la croissance. Parmi les autres exportateurs d'énergie de la CEI, l'Azerbaïdjan devrait bénéficier d'un accroissement de sa production de gaz naturel en 2019 et le Kazakhstan devrait connaître une expansion à la faveur de l'accroissement de ses dépenses budgétaires.

53. Parmi les importateurs d'énergie de la CEI, l'Ukraine devrait connaître une contraction de sa croissance. Le pays doit faire face au repli des prix de l'acier, à l'éventuelle réduction de la quantité de gaz naturel russe transitant sur son territoire et à des remboursements massifs de sa dette extérieure à l'horizon 2019-2020. Le Bélarus pourrait connaître une hausse des coûts des importations de pétrole à partir de 2019, ce qui pèserait sur l'activité économique du pays. La forte expansion enregistrée en 2018 dans plusieurs petites économies de la CEI pourrait ne pas se poursuivre. En Asie centrale, la croissance devrait toutefois dépasser la moyenne de la CEI, et la mise en œuvre de l'initiative « Une Ceinture et une Route » devrait favoriser la modernisation des infrastructures et l'accès aux marchés.

54. En Europe du Sud-Est, le PIB total devrait croître de 3,4 % en 2019 et de 3,2 % en 2020, sous l'effet des investissements (notamment dans le secteur énergétique) et des exportations. À la lumière de récents événements, toutefois, l'instabilité politique pourrait poser un risque pour la région.

## **C. Pays en développement**

### **Afrique**

55. Les perspectives économiques pour l'Afrique demeurent délicates. Si la croissance devrait s'accélérer, la région ne parvient pas à s'engager dans une trajectoire de croissance solide et soutenue du fait du ralentissement économique mondial, de la faiblesse des cours des produits de base et de la persistance de

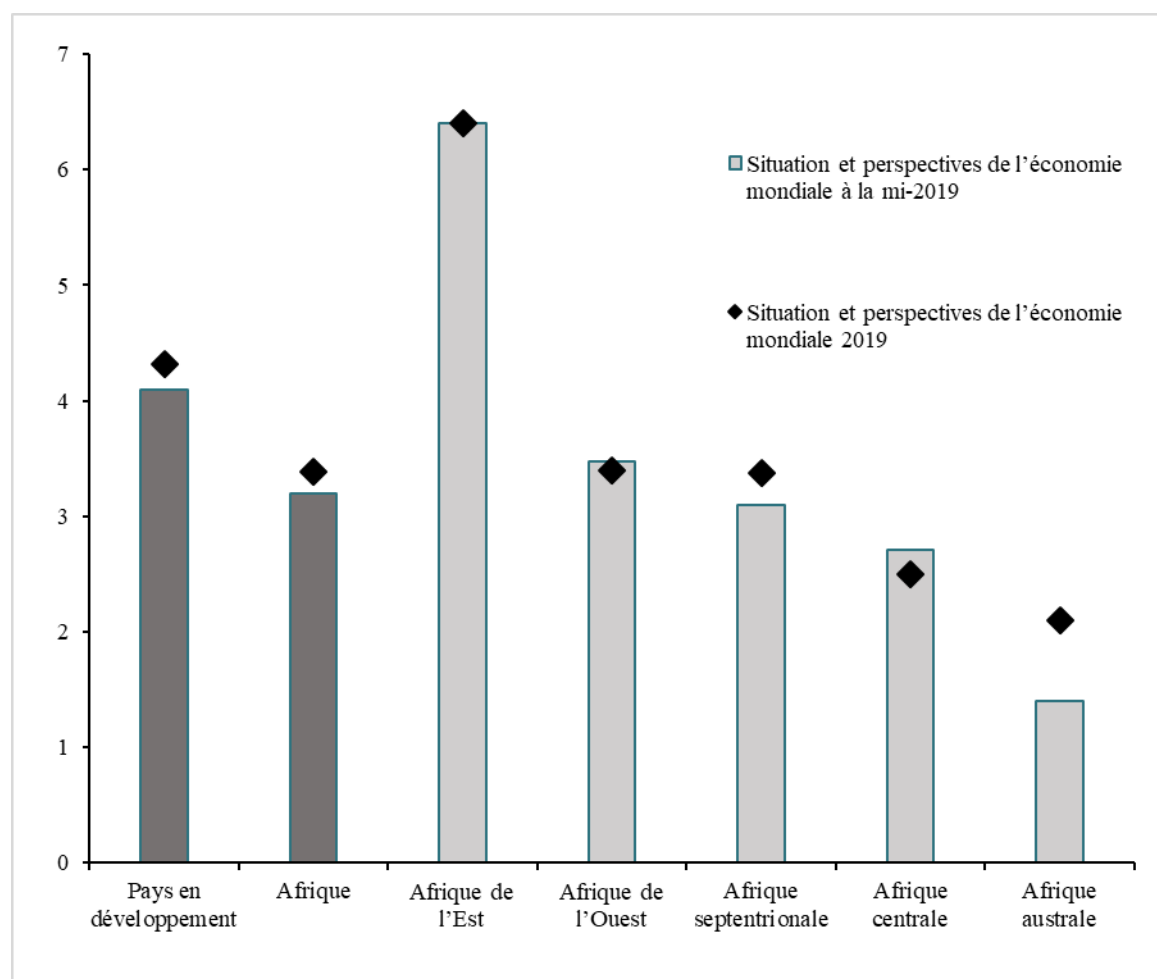


vulnérabilités dans de nombreux pays exportateurs de produits de base. La croissance du PIB total devrait s'établir à 3,2 % en 2019 (figure XI) et à 3,7 % en 2020, après une expansion estimée à seulement 2,7 % en 2018. Les perspectives d'inflation s'améliorent sous l'effet de l'accroissement de la production agricole et alimentaire et de la stabilité des taux de change dans la plupart des économies. Toutefois, la croissance ne suffit pas à absorber l'expansion rapide de la population active. Il est crucial que les pays de la région créent des emplois décents, en particulier pour les jeunes, afin d'établir une trajectoire de développement plus inclusive et de faire de nouveaux progrès dans le domaine de la réduction de la pauvreté sur le continent. Les risques qui pèsent sur les perspectives incluent, à l'échelle nationale, les chocs météorologiques, l'incertitude politique et les préoccupations sécuritaires et, à l'échelle mondiale, le niveau inférieur aux prévisions des cours des produits de base et l'escalade des tensions commerciales. Le récent accroissement des émissions d'obligations garanties à l'étranger a également suscité des inquiétudes quant à la soutenabilité de la dette dans plusieurs pays.

Figure XI

**Prévisions de croissance du PIB réel en Afrique en 2019, par sous-région**

Pourcentage



Source : Estimations du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

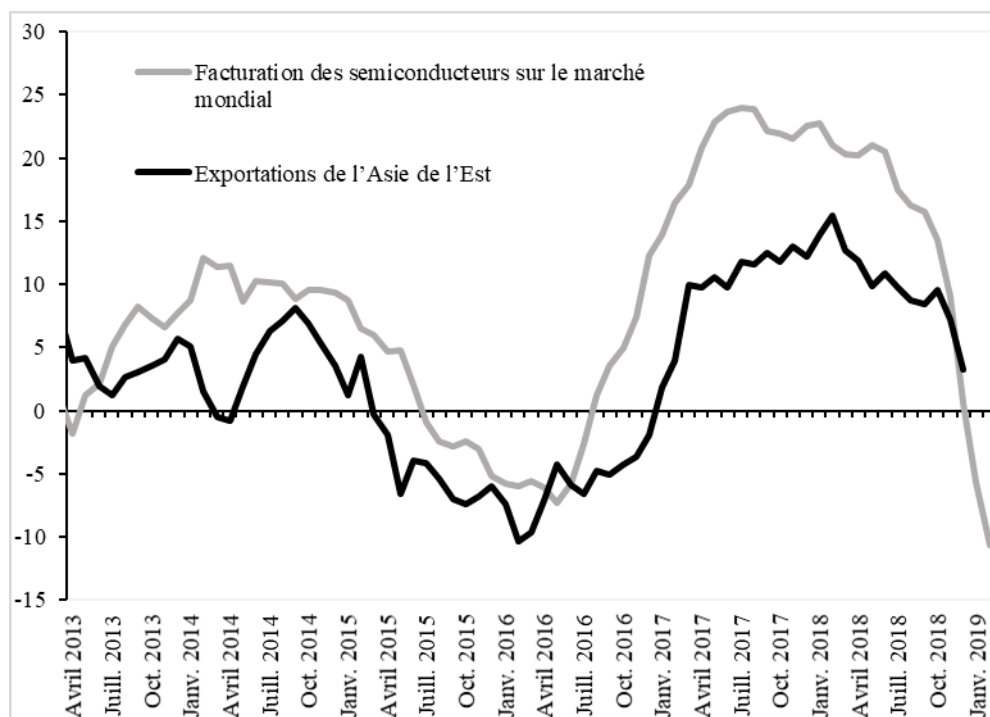
56. En Afrique septentrionale, le climat général s'est détérioré en même temps que celui des économies de l'Europe, principal partenaire commercial de la sous-région. Par ailleurs, l'instabilité politique et les troubles civils freinent l'activité économique en Algérie, au Soudan et en Tunisie. En revanche, l'Égypte connaît une croissance vigoureuse, portée par la stabilité de la balance des paiements. En Afrique de l'Est, qui reste la sous-région dont la croissance est la plus rapide, les perspectives à court terme sont positives. En Éthiopie, au Kenya et en République-Unie de Tanzanie, la forte croissance est soutenue par la vigueur de la demande intérieure et par les investissements publics dans les infrastructures. Dans le bloc économique de l'Afrique de l'Ouest, la croissance devrait se poursuivre à un rythme relativement rapide, principalement en raison du dynamisme de la demande intérieure dans des pays comme la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal. L'économie du Nigéria se redresse aussi lentement sous l'effet d'un accroissement de la consommation des ménages et des investissements fixes, de la hausse progressive des cours et de la production du pétrole et de la réduction des incertitudes quant à l'orientation des politiques. En Afrique centrale, la reprise reste faible du fait de l'instabilité politique, sociale et sécuritaire. Les réformes visant à améliorer le climat des affaires, la gouvernance et le secteur financier devraient contribuer à une reprise progressive dans les secteurs non pétroliers, par exemple au Cameroun et en République centrafricaine. En Afrique australe, la croissance reste aussi inférieure à son potentiel. Alors que les perspectives de l'Afrique du Sud restent fragiles en raison des pénuries de ressources énergétiques et du manque de confiance des milieux d'affaires, l'Angola se remet lentement d'un ralentissement conjoncturel prolongé. Le cyclone Idai, l'une des pires catastrophes météorologiques ayant frappé l'hémisphère Sud, a provoqué une grave crise humanitaire qui a eu des répercussions économiques concrètes au Mozambique ainsi qu'au Malawi et au Zimbabwe.

### Asie

57. En Asie de l'Est, malgré des contraintes extérieures importantes, les perspectives de croissance à court terme restent solides. La demande intérieure devrait demeurer vigoureuse à la faveur des politiques accommodantes mises en œuvre dans la plupart des économies. On observera toutefois une détérioration de la tenue des exportations de la région, ainsi que la poursuite des tensions commerciales, le ralentissement de la croissance de la demande mondiale et l'affaiblissement du secteur mondial de l'électronique (fig. XII). Dans ces conditions, la croissance du PIB régional devrait ralentir, passant de 5,8 % en 2018 à 5,5 % en 2019 et en 2020.

Figure XII  
**Facturation des semiconducteurs sur le marché mondial et exportations de l'Asie de l'Est (avril 2013-janvier 2019)**

Taux de croissance annuel (en pourcentage)



Source : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, d'après des données de l'organisation World Semiconductor Trade Statistics (WSTS), du CEIC et de la base Direction of Trade Statistics du FMI.

Note : Chiffres calculés sur la base de moyennes mobiles sur trois mois, en dollars nominaux.

58. En Chine, la croissance devrait fléchir progressivement, passant de 6,6 % en 2018 à 6,3 % en 2019 et à 6,2 % en 2020. Les récentes mesures de relance monétaire et budgétaire devraient stimuler la demande intérieure, compensant en partie les répercussions négatives des droits de douane sur la croissance globale. Toutefois, ces mesures pourraient aussi exacerber les déséquilibres financiers intérieurs et ainsi accroître le risque d'un processus de désendettement mal maîtrisé à l'avenir.

59. Dans la plupart des autres économies de la région, la demande intérieure continuera de tirer la croissance sur fond de ralentissement du secteur extérieur. La création d'emplois, la hausse des revenus et la faiblesse des pressions inflationnistes stimuleront la consommation des ménages. En Indonésie, en Malaisie et en République de Corée, l'expansion des programmes d'aide sociale donnera un élan supplémentaire aux dépenses de consommation. Dans de nombreux pays, dont les Philippines et la Thaïlande, la croissance sera également portée par les investissements publics avec la poursuite de la mise en œuvre de grands projets d'infrastructure.

60. En Asie de l'Est, les risques de détérioration des perspectives de croissance demeurent élevés. Une nouvelle intensification des frictions commerciales pourrait gravement perturber les vastes réseaux de production de la région et inciter les entreprises à retarder leurs décisions d'investissement, ce qui entraverait la croissance de la productivité à moyen terme. Sur le front intérieur, les vulnérabilités du secteur

financier, en particulier l'endettement élevé des entreprises et des ménages, continuent de poser un risque dans plusieurs pays de la région.

61. L'Asie du Sud reste sur une trajectoire de croissance forte, même si les prévisions ont été revues à la baisse. La croissance du PIB devrait s'établir à 5,0 % en 2019 et à 5,8 % en 2020, contre 5,7 % en 2018. Dans l'ensemble de la région, la production demeure limitée par des goulots d'étranglement infrastructurels. En Inde, pays qui génère les deux tiers de la production régionale, l'activité économique a progressé de 7,2 % en 2018. Tirée par la consommation et l'investissement intérieurs, la croissance devrait atteindre 7,0 % en 2019 et 7,1 % en 2020. Au Bangladesh, l'économie devrait croître de 7,1 % en 2019 et en 2020. Au Pakistan en revanche, la croissance devrait ralentir, passant de 5,4 % en 2018 à environ 4 % en 2019 et en 2020, sous l'effet de difficultés budgétaires, de pressions inflationnistes et de la contraction de la demande intérieure. En République islamique d'Iran, la contraction de 0,8 % du PIB observée en 2018, imputable en grande partie à des facteurs politiques externes, devrait être suivie d'une nouvelle baisse de 2,0 % en 2019.

62. Le ralentissement de l'activité dans l'Union européenne assombrit les perspectives pour le Bangladesh. L'Union européenne représente environ les deux tiers des exportations totales du pays, un quart des exportations étant concentrées dans les économies de l'Allemagne et du Royaume-Uni, qui connaissent un ralentissement. Les exportations de l'Inde demeurent plus vigoureuses, environ la moitié d'entre elles étant destinées à des marchés asiatiques dont la croissance est plus rapide. Des risques géopolitiques continuent de peser sur l'Afghanistan et la République islamique d'Iran.

63. En Asie occidentale, les prévisions de croissance pour 2019 ont été révisées à la baisse, passant de 2,4 à 1,7 % en raison des contractions prévues en Arabie saoudite et en Turquie. En Arabie saoudite, la production du secteur pétrolier est plus faible, le pays s'étant conformé aux nouvelles réductions de la production de pétrole brut opérées par l'OPEP. En Turquie, le net déclin de la production industrielle consécutif à la dépréciation marquée de la livre turque en août 2018 montre que les répercussions de l'amélioration de la compétitivité des prix sur le secteur des exportations mettront du temps à se faire sentir.

64. Malgré une reprise des cours du pétrole au premier trimestre de 2019, la croissance de la demande intérieure est restée atone dans les principaux pays exportateurs de pétrole de la région. La faiblesse de la demande intérieure a atténué les pressions inflationnistes, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar étant en proie à la déflation. En Jordanie et au Liban, les perspectives restent moroses, les deux pays s'efforçant de réduire leur dette publique. Dans ce deuxième pays en particulier, l'alourdissement de la dette publique exerce une pression croissante sur le système bancaire. En Iraq, l'économie devrait se redresser à un rythme constant à mesure que la demande intérieure continue de croître. D'autres raffineries endommagées lors du conflit armé de 2014 ont repris leurs activités, améliorant ainsi la disponibilité des produits pétroliers. En République arabe syrienne, l'activité économique est portée par les activités de reconstruction, mais les sanctions économiques alimentent les pressions inflationnistes. Au Yémen, où la crise humanitaire se poursuit, l'économie devrait malgré tout croître sous l'effet de l'augmentation de la production pétrolière et gazière. En Israël, la croissance économique devrait rester solide malgré l'affaiblissement de la demande extérieure en provenance de l'Europe.

#### **Amérique latine et Caraïbes**

65. En Amérique latine et dans les Caraïbes, sous l'effet du ralentissement de la demande extérieure, des incertitudes entourant les politiques à l'échelle mondiale et d'un ensemble de facteurs propres à chaque pays, la reprise économique a perdu de

sa vigueur. L'activité économique à la fin de 2018 et au début de 2019 a été plus faible que prévu, en particulier dans certains grands pays de la région. Cette situation a entraîné une révision à la baisse des perspectives de croissance à court terme. La croissance du PIB régional devrait atteindre 1,1 % en 2019, contre 0,9 % en 2018. À la faveur de l'amélioration progressive de la conjoncture économique en Argentine et au Brésil, la croissance devrait s'accélérer pour s'établir à 2,0 % en 2020.

66. Les perspectives pour la région restent orientées à la baisse. Un ralentissement plus prononcé que prévu chez les principaux partenaires commerciaux de la région, à savoir la Chine, les États-Unis et l'Union européenne, ou une recrudescence de la volatilité financière pourraient affaiblir davantage la reprise. Dans plusieurs économies de la région, l'incertitude politique persistante assombrit les perspectives d'investissement et de croissance. Vu les risques de dégradation importants, les pressions inflationnistes limitées et la faible marge de manœuvre budgétaire, la plupart des banques centrales devraient maintenir leurs politiques monétaires accommodantes afin de soutenir la croissance.

67. Les perspectives de croissance restent très contrastées suivant les pays de la région. Les crises sociopolitiques qui ont secoué le Nicaragua et la République bolivarienne du Venezuela devraient entraîner une contraction du PIB annuel dans ces deux pays en 2019. L'Argentine, qui vient de conclure un vaste programme d'aide financière avec le Fonds monétaire international, devrait connaître le même sort. Au Brésil et au Mexique, les perspectives à court terme sont plus modestes que prévu. Dans les deux pays, la croissance devrait rester inférieure à 2 % en 2019. Au Brésil, les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre d'une réforme budgétaire indispensable, en particulier en ce qui concerne le régime de retraite, ont freiné la confiance des milieux d'affaires ainsi que les investissements, tandis que la hausse du chômage pèse sur la consommation des ménages. Au Mexique, la croissance devrait encore ralentir en 2019, en partie en raison des incertitudes liées aux politiques conduites et du ralentissement de la demande en provenance des États-Unis. Dans les pays du nord de l'Amérique centrale (El Salvador, Guatemala et Honduras), la croissance devrait être modérée, se situant dans une fourchette de 2 à 3,5 %. En revanche, dans plusieurs autres économies, notamment dans l'État plurinational de Bolivie, au Panama, au Pérou et en République dominicaine, les perspectives de croissance restent favorables. Dans ces pays, la vigueur de la demande intérieure, conjuguée à l'accroissement des dépenses d'infrastructure, portera l'activité économique. Dans les Caraïbes, le démarrage prévu de la production commerciale de pétrole au Guyana devrait dynamiser la croissance régionale en 2020.